



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Accord-cadre

Délivrance de vidéogrammes avec droits de consultation en bibliothèque remis sous la forme de fichiers numériques, d'accès en ligne ou sur support physique

Date et heure limites de remise des offres : mardi 16 décembre 2025, à 18 heures

1) Organisme acheteur

Bibliothèque publique d'information

Adresse postale : 25, rue du Renard / CS 16542/ 75197 PARIS cedex 04

Tél : 01 44 78 44 00 / Fax : 01 44 78 12 15

Dénommée dans le dossier de consultation des entreprises : acheteur, pouvoir adjudicateur, Bpi ou personne publique.

Représentant de l'acheteur : Mme Christine CARRIER, Directrice de la Bpi

Présentation de la Bibliothèque publique d'information

La Bibliothèque publique d'information, plus connue par ses usagers sous le sigle Bpi, est un établissement public national à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle du ministre chargé de la culture et lié par convention à l'établissement public du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. Elle est soumise au droit de la commande publique en sa qualité d'acheteur et suit le régime des autorités publiques centrales au sens du code de la commande publique. Sa gestion budgétaire et comptable est régie par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Missions

La Bpi a pour mission d'enrichir, de conserver et de mettre à disposition de tous les publics, gratuitement et en libre accès, un choix constamment tenu à jour de collections, françaises et étrangères, de documents d'information générale et d'actualité ; d'offrir un ensemble d'activités et de médiations dans le domaine de la culture et des arts, en coordination avec la programmation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Bibliothèque nationale, elle a également une importante mission de coopération avec les bibliothèques publiques du territoire dont elle favorise par différents programmes d'action la mutualisation des bonnes pratiques. Elle est dotée d'un service Etudes et recherche qui mène des programmes de recherche sur les publics et les usages des bibliothèques et les pratiques de lecture.

La Bpi participe aux activités du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. Elle recourt à ses services communs, aux conditions fixées par la convention liant les deux établissements.

Espaces

Les espaces publics de la Bpi sont situés dans l'emblématique bâtiment du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou à Paris, créé en 1977 par les architectes Rogers et Piano. Elle y est implantée sur 3 niveaux, sur une surface totale de 12 700 m², dont 10 700 m² d'espaces publics. Les espaces internes accueillent une partie des agents, (80) l'autre partie de l'équipe (150 personnes) étant domiciliée au siège de la Bpi à l'adresse 25, rue du Renard 75197 Paris cedex 04. La capacité d'accueil maximale de la Bpi dans le bâtiment principal est de 2134 personnes.

A l'occasion des travaux de restructuration du Centre Pompidou, des travaux importants affecteront les espaces publics de la bibliothèque ainsi que les espaces internes qui abritent les services chargés des collections de la Bpi dont le fonctionnement sera en tout état de cause impacté. En l'état actuel, ces travaux sont programmés à partir de 2025. La Bpi a fermé ses portes fin février 2025 et dispose de locaux provisoires, situés au 40 avenue des Terroirs de France, Paris (75012), réouverts au public depuis le 25 août 2025.

Collections et numérique

La bibliothèque déploie près de 430 000 documents, sur différents supports : livres, revues, journaux, cartes, films, CD, documents parlés, partitions, didacticiels d'autoformation, ressources électroniques. Les monographies mises à disposition du public sont évaluées à 367 000 ouvrages auxquels s'ajoutent 110 bases de données en ligne, 31 000 livres numériques, 6 400 revues électroniques. Les collections sont consultables sur place uniquement. Elle propose l'accès à Internet sur 280 postes publics et via le wifi. Un service d'impression et reprographie est également à disposition des lecteurs.

La Bpi développe une forte présence numérique sur le web (un site institutionnel, un webmagazine, des sites événementiels ou liés à des services spécifiques et un site professionnel) et les réseaux sociaux sur lesquels elle donne accès à de nombreux contenus multimédia, dont des captations de ses événements culturels.

Action culturelle et médiation

La riche politique d'action culturelle de la Bpi est axée notamment sur la littérature et la bande dessinée (expositions, festival littéraire Effractions), le cinéma documentaire (festival Cinéma du réel, projections de la Cinémathèque du documentaire), et le débat d'idées.

Au titre des médiations culturelles et sociales tournées vers les publics, la Bpi propose dans des locaux dédiés de nombreux ateliers (ateliers français langue étrangère, ateliers de recherche d'emploi ateliers numériques, permanences d'écrivains publics et d'associations au service des publics du champ social...).

Accueil du public

A l'exception des mardis et du 1^{er} mai, la Bpi est ouverte au public gratuitement tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés inclus), avec une grande amplitude horaire, habituellement de 12 h à 22 h en semaine et de 11 h à 22 h les samedis, dimanches et jours fériés.

Bibliothèque de lecture publique, la Bpi accueille tous les publics sans formalités d'inscription et reçoit en moyenne 4300 personnes par jour.

Par sa taille, sa capacité d'accueil, l'étendue de ses horaires d'ouverture, l'ampleur de la collection qu'elle offre en libre accès et par la mission nationale de coopération documentaire qui lui est confiée, la Bpi joue un rôle majeur dans le paysage des bibliothèques françaises.

2) Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet un service de délivrance de vidéogrammes avec droits de consultation en bibliothèque remis sous la forme de fichiers numériques, d'accès en ligne ou sur supports physiques.

3) Caractéristiques principales

Marché de service

CPV 92120000-8 Services de distribution de films cinématographiques et de vidéos

Type de marché : *Achat*

Les titres de vidéogrammes commandés à l'unité par la Bpi remis sous la forme de fichiers numériques, d'accès en ligne ou sur supports physiques appartiennent notamment au genre cinématographique des films documentaires, de fiction ou du cinéma d'animation.

4) Forme de l'accord-cadre

Le présent contrat constitue un accord cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Il donne lieu à la passation de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

5) Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à compter pour une durée de **12 mois** à compter de sa date de sa notification. Sauf dénonciation par l'acheteur signifié par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, cet accord-cadre peut faire l'objet d'une à trois reconductions annuelles tacites, sans que le titulaire puisse s'y opposer.

La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre ans.

6) Variantes

Le présent marché n'autorise pas la présentation de variantes.

7) Allotissement

Le présent accord-cadre est décomposé en deux lots :

LOT 1 : Vidéogrammes fournis sur support physique (DVD, Blu-Ray, etc.) avec droits attachés ou sur fichiers numériques, ou en accès en ligne avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Cinéma de la Bpi,

LOT 2 : Vidéogrammes fournis sur support physique (DVD, Blu-Ray) avec droits attachés et sous-titrages, avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Autoformation de la Bpi.

Compte tenu de l'allotissement, le mode de dévolution retenu est celui des marchés séparés avec la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs lots ou la totalité des lots. Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des offres variables en fonction du nombre de lots pouvant leur être attribués.

8) Montants de l'accord-cadre

Les montants de cet accord-cadre sont fixés à :

LOT 1 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray, etc.), avec droits attachés ou sur fichiers numériques, ou en accès en ligne avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Cinéma de la Bpi,

Sans montant minimum annuel,

Montant maximum annuel de : 10 000,00 € HT

LOT 2 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray) avec droits attachés et sous-titrages, avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Autoformation de la Bpi.

Sans montant minimum annuel

Montant maximum annuel de : 5 000,00 € HT

Le titulaire ne peut formuler de réclamation au motif que le montant maximum de l'accord-cadre n'est pas atteint.

A titre d'information et sans valeur contractuelle, le volume estimatif des prestations est évalué à environ :

8 000 € HT par an pour le lot N°1

2 000 € HT par an pour le lot N°2

9) Prix de l'accord-cadre

Contenu et caractère des prix

Les prix du présent accord-cadre sont les prix unitaires figurant aux catalogues du titulaire, des éditeurs et distributeurs que celui-ci diffuse et sur lesquels sont appliquées la ou les remises consenties.

Dans le cas d'achats de vidéogrammes non référencés au catalogue du titulaire, celui-ci indique à l'acheteur et avant toute commande le prix public toutes taxes comprises du vidéogramme concerné et le taux de remise applicable.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés complets et franco de port. Ils comprennent toutes les dépenses afférentes à la coordination des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, toutes les cessions de droit de consultation individuelle ou par projection publique en bibliothèque, toutes fournitures, main d'œuvre nécessaires à l'exécution entière des prestations conformément aux règles de l'art, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. Les prix sont réputés inclure toutes sujétions, aléas et frais accessoires. Ils incluent également toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation.

Les taux de remise ou de commission sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles sur la base du catalogue du titulaire ainsi que de celui des éditeurs diffusés par ce dernier dans les seules conditions fixées ci-après. Les prix publics figurant aux catalogues et barèmes du titulaire ainsi que des éditeurs diffusés par ce dernier sont révisés sous la condition expresse que le titulaire ait produit à la date de la commande, le catalogue nouvellement applicable à l'ensemble de sa clientèle avec sa date de prise d'effet.

Le titulaire certifie que les prix stipulés sur les tarifs et barèmes communiqués n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à l'acheteur, à la demande de ce dernier, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les barèmes et tarifs concernant les prix des prestations objet de l'accord-cadre sont adressés par le titulaire à l'acheteur, avant l'application des nouveaux prix ; du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme par le titulaire du barème concerné. Cette communication peut prendre la forme d'un courriel avisant à l'acheteur du changement de tarif figurant au catalogue du titulaire et publié sur son site web.

Cet extrait constitue, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre de l'accord-cadre, jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

Pour la partie du prix exigible après la date d'application du nouveau tarif, la révision se fait par application de l'écart en pourcentage entre l'ancien et le nouveau tarif. Néanmoins si l'ajustement des prix par référence au barème du titulaire aboutissait à une variation supérieure à 5%, la Bpi dispose de la faculté contractuelle de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception.

10) Conditions relatives à l'accord-cadre

Cautionnement et garanties exigés

La Bpi n'exige pas la constitution de cautionnement et n'a pas fixé pour l'accord-cadre de retenue de garantie.

Modalités essentielles de financement et de paiement

La Bpi règle le montant de l'accord-cadre sur ses ressources propres (budget de l'établissement). Le paiement est effectué dans un délai de 30 jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique. Eu égard, au montant de l'accord-cadre, le titulaire ne peut bénéficier d'une avance.

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré sans frais par la directrice de la Bpi. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

11) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de service

La soumission de groupements est autorisée. Les cotraitants sont soit solidaires, soit conjoints. En cas de recours à la cotraitance conjointe, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire du ou des cotraitants vis-à-vis de l'acheteur.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement candidat à l'accord-cadre faisant l'objet de la présente consultation.

12) Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

A peine de rejet de leur offre ou candidature, les soumissions devront être rédigées exclusivement en français.

13) Procédure de passation de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé est conclu selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Sous réserve de la réception d'un nombre suffisant d'offres, la Bpi engagera des négociations avec les deux candidats ayant présentés les meilleures offres dans le respect d'un principe de stricte égalité, sans remettre en cause de manière substantielle les conditions initiales de la mise en concurrence.

La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre des candidats, sur les prix et les modalités techniques de l'offre. Pendant, la phase de négociation, la Bpi s'engage à respecter la confidentialité des offres des candidats.

Toutefois, les candidats sont invités à remettre leurs meilleures offres techniques et financières dès la remise des plis. En effet conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, la Bpi pourra attribuer le marché objet de la présente consultation sur la base des offres initiales sans négociation.

La présente procédure est soumise aux dispositions applicables des articles R2132-7 et suivants du code de la commande publique portant sur le support des communications et échanges d'informations.

14) Jugement des candidatures et des offres

14.1 Sélection des candidatures

Les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats seront appréciées au regard des documents et renseignements demandés et énumérés ci-après, dans la rubrique intitulée *dossier de consultation* Candidature.

Si la Bpi constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, elle pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

La Bpi vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification est effectuée dans les conditions suivantes.

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financières et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre. La Bpi ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre, qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Pour l'appréciation des candidatures, la Bpi n'exige pas de niveaux minimums de capacité.

En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire, celle-ci joint la copie du jugement prononcé.

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en redressement judiciaire qui ne bénéficient pas d'un plan de redressement ou qui ne justifient pas avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre conformément à l'article L.2141-3 3° du code de la commande publique,
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article R.2143-3 ou R.2141-4 du code de la commande publique,
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

14.2 Jugement des offres

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Valeur technique (60%)
- Prix (40%)

Principes de notation :

Les candidats cumulent des points au vu de l'évaluation de chaque critère et de sa pondération. Le maximum théorique des points est fixé à 100. Chaque critère est noté sur 10 avant pondération. La pondération consistant à multiplier la note obtenue par la pondération retenue. Ainsi, par exemple pour le critère prix, après pondération, le candidat le moins disant obtiendra 40 points (10X4). Également par convention, le candidat le mieux placé sur un sous-critère, ou le cas échéant sur un critère non décomposé en sous-critère obtiendra le maximum de la note sur le sous-critère ou critère considéré.

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables non régularisées seront éliminées. Les autres offres seront classées par ordre décroissant en application des présents critères d'attribution. L'offre la mieux classée sera retenue.

Il est rappelé aux candidats qu'une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. Une offre est inacceptable lorsque son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public, tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

De même est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

La Bpi pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que la régularisation ne puisse avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

Offre anormalement basse

La Bpi mettra en œuvre les moyens appropriés pour détecter les offres anormalement basses.

Conformément à l'article R2152-3 du code de la commande publique, la Bpi exigera que le soumissionnaire justifie le prix ou les coûts proposés dans son offre, si celle-ci lui semble anormalement basse eu égard aux fournitures et services objets de la présente consultation, y compris pour la part de la prestation qu'il envisage de sous-traiter.

Le soumissionnaire répondra à la demande de justifications de la Bpi émise par courriel à l'adresse mail utilisée par le candidat pour déposer son offre sur la plateforme des Achats de l'Etat : PLACE, et transmise via cette plateforme, dans un délai de cinq jours ouvrables (du lundi au vendredi) à compter de la transmission du courriel par le pouvoir adjudicateur. La réponse du soumissionnaire est transmise exclusivement à la Bpi, à peine d'irrecevabilité via la plateforme des Achats de l'Etat : PLACE.

Si l'offre est anormalement basse, la Bpi rejettera l'offre en application de l'article R2152-4 du code de la commande publique.

Critère 1 : Evaluation de la valeur technique

La valeur technique est évaluée en examinant l'offre technique, au regard des points précisés dans les sous-critères suivants :

- évaluation de l'adéquation du catalogue du candidat par rapport au fonds acquis au titre du lot concerné (plus l'adéquation est importante, plus la note est maximisée), notée sur 4,
- qualité et richesse des informations contenues dans les notices ou le site web du candidat, notée sur 2,
- évaluation de l'étendue et de la durée des droits d'utilisation concédés à la Bpi pour les vidéogrammes délivrés sous forme de fichiers numériques ou d'accès en ligne notée sur 2,
- qualité, ergonomie et adéquation des fichiers ou supports numériques remis en exécution du présent accord-cadre, notée sur 2.

Le total de la note technique sur 10 sera calculé en faisant la somme des notes obtenues au vu de chaque sous-critère. La note de la valeur technique sur 10 fait l'objet d'une pondération de 60 % en étant multipliée par 6.

Critère 2 : Evaluation du prix

L'évaluation des prix interviendra de la manière suivante par application de la formule ci-après.

Le jugement du critère prix est effectué au moyen d'un devis descriptif et estimatif détaillé sans valeur contractuelle. Il doit permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer les prix des différents candidats à partir de leurs différents prix catalogues. Pour ce faire, les candidats renseignent pour les titres des vidéogrammes demandés, le prix public unitaire afférent de leur catalogue, ou à celui des éditeurs ou distributeurs pour les titres ne figurant pas à leur catalogue.

La Bpi appliquera au total des sommes obtenues les taux de remise ou de commission sur lequel le candidat s'est engagé sur l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le candidat le moins disant, sauf offre déclarée anormalement basse, obtiendra la note 10. Les offres moins avantageuses verront leur note diminuer corrélativement.

La formule de calcul utilisée pour l'évaluation des prix est la suivante :

$$\text{Note obtenue} = 10 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins chère}}{\text{Montant de l'offre notée}}$$

La note du critère prix sur 10 fait l'objet d'une pondération de 40 % en étant multipliée par 4.

15) Conditions de délais

La date limite de réception des offres est fixée au **mardi 16 décembre 2025, à 18 heures**.

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt jours (180) à compter de la date limite de remise des offres fixée ci-dessus.

Si pendant l'étude du dossier de consultation, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

16) Attribution de l'accord-cadre

Dès que la Bpi aura décidé de rejeter une candidature ou une offre, elle notifiera à chaque candidat ou soumissionnaire concerné le rejet de sa candidature ou de son offre.

La Bpi transmettra parallèlement à l'attributaire de l'accord-cadre un acte d'engagement à signer et à retourner à la Bpi en ayant recours à une signature électronique (voir Annexe au présent règlement).

En application de l'article R2143-6 du code de la commande publique, la Bpi accepte, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion de plein droit des procédures de passation des marchés publics mentionné à l'article L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique, une déclaration sur l'honneur qui figurera dans le texte de l'acte d'engagement qui sera proposé par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire.

La Bpi accepte les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique. Les pièces énumérées à l'arrêté du 22 mars 2019 constituant l'annexe 4 du code de la commande publique et fixant la liste des impôts, taxes, contributions, ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession seront obtenues par la Bpi, dans la mesure où son profil d'acheteur le permettra. En l'absence de production de ces pièces par les administrations énumérées à l'article R. 114- 9-1 du code des relations entre le public et l'administration, le marché ou l'accord-cadre ne pourra être attribué au candidat concerné.

17) Autres renseignements

- **Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable, par voie électronique à l'adresse suivante :**
www.marches-publics.gouv.fr

Renseignements administratifs :

- M. Dominique Rouillard, chef du service juridique - tel 01 44 78 45 12 / servicejuridique@bpi.fr
- Même adresse postale qu'au point 1

Renseignements techniques :

- Lot N°1 : M. Julien Farenc, chef du service Cinéma (tel : 01 44 78 45 42, mail : julien.farenc@bpi.fr),
- Lot N°2 Mme Bernadette Vincent, cheffe du service autoformation (tél. : 01 44 78 45 25, mail : bernadette.vincent@bpi.fr),

La Bpi se réserve la faculté d'apporter au plus tard 8 jours civils avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications au détail du dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si un candidat souhaite poser une question, il fera une demande écrite via la plateforme des achats de l'Etat (Place) au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres. La Bpi s'engage à répondre au plus tard 4 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres. Toutes les réponses seront transmises par courriel via la plateforme des achats de l'Etat (Place) à l'ensemble des candidats.

18) Dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprend :

- Le présent règlement de la consultation
- L'annexe financière,
- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- Le devis descriptif et estimatif détaillé.

19) Modalités de remise des candidatures et des offres : Procédure dématérialisée.

Les candidats remettent leurs candidatures et leurs offres uniquement sous forme dématérialisée à l'exclusion de tout autre mode de transmission.

Le dossier dématérialisé, dispensé du formalisme de la double enveloppe, à remettre par les candidats comprend :

- Candidature
- Offre

Candidature

Conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

Les renseignements demandés par la Bpi aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat, énumérés ci-après.

Les candidats communiquent leur chiffre d'affaires général annuel et leur chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité objet de la présente consultation pour les trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par la Bpi, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

Conformément à l'article R2142-14 de la commande publique, le candidat produit pour l'examen de ses capacités techniques et professionnelles la liste des principales livraisons au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par la Bpi, il est autorisé à prouver ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen approprié.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature sous forme soit :

- ✓ D'une candidature classique en utilisant les formulaires DC1 et DC2 disponibles à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>;
- ✓ Du document unique de marché européen électronique (e-DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de la Plateforme des achats de l'État (PLACE). A cet effet un Dume personnalisé est disponible dans Place dans la consultation objet de la présente procédure de passation.

Candidature au moyen des formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Candidature sous forme de document unique de marché européen électronique (Dume électronique)

Les candidats présentent leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE

- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

NB : Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Offre :

- L'annexe financière,
- Le devis descriptif estimatif détaillé,
- Le mémoire technique établi par le candidat décrivant les aspects techniques de son offre.

Modalités de remise des plis

Procédure dématérialisée, par voie électronique à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Les détails figurent en annexe au présent règlement.

Egalité Diversité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé aux candidats aux marchés publics lancés par les établissements publics du ministère de la culture de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni en annexe au présent règlement.

Les candidats sont invités à remplir ce questionnaire, qui doit être transmis en même temps que l'offre. Ce questionnaire n'a pas de valeur contraignante et n'est pris en compte ni pour la sélection des candidatures ni pour le jugement des offres. Toutefois, ce questionnaire renseigné est exigé du seul titulaire dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire actualise ce questionnaire, dans les conditions fixées dans le CCAP.

A titre supplémentaire, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer tout projet permettant d'enrichir leur offre sociale.

XV Données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement :

Bibliothèque publique d'information
25, rue du renard
75197 Paris cedex 13

Coordonnées du délégué à la protection des données : dpo@bpi.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'acheteur en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement relativement aux informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

XVI Conflits d'intérêt

Afin de prévenir toute situation risquant de compromettre l'impartialité du pouvoir adjudicateur ou induire une rupture d'égalité de traitement entre les candidats, chaque candidat s'engage à alerter le pouvoir adjudicateur, au moment du dépôt de sa candidature et de son offre ou au cours de la procédure de passation :

- de toute situation de conflit d'intérêts potentiel ou avéré, créée par sa candidature ;
- de son accès (ou de celui d'un des membres de son groupement ou d'un de ses sous-traitants) à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats dans le cadre de la présente procédure de passation.

Il est rappelé que constitue une situation de conflit d'intérêts, toute situation dans laquelle une personne représentant le pouvoir adjudicateur qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel à son issue qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre.

Un tel conflit d'intérêts peut notamment résulter d'un lien économique, familial, politique ou tout autre lien particulier, entre l'un des représentants du pouvoir adjudicateur, et le candidat, un membre du groupement ou un sous-traitant.

En cas d'alerte ou de risque avéré de conflit d'intérêts, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre toute mesure appropriée pour y remédier, conformément à l'article L. 2141-10 du code de la commande publique.

**ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION
PORTANT SUR LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES**

Conditions d'envoi des offres électroniques
--

En application des articles R2132-7 et suivants du code de la commande publique, les candidats remettent leur candidature et leur offre de façon dématérialisée.

En cas de soumission par voie électronique pour un appel d'offres, les candidats remettent les pièces relatives à leur candidature et à leur offre dans une unique enveloppe.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (Place) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour déposer leur offre, les candidats doivent utiliser une adresse e-mail qu'ils consultent régulièrement ; la Bpi n'ayant pas la charge de s'assurer de la lecture des messages régulièrement transmis à cette adresse.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires si le candidat souhaite recourir à la signature électronique de son offre.

Les frais d'accès au réseau et, le cas échéant, de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (Place) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Les candidats qui souhaitent signer leur offre dès le dépôt, au moyen d'un certificat de signature électronique, devront respecter les exigences ci-dessous :

Signature électronique des documents

Les frais d'acquisition d'un certificat électronique sont à la charge du candidat.

Les obligations relatives à la signature électronique sont les suivantes :
Chaque document à signer doit être signé de façon unitaire.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique et constituant l'annexe 12 du code de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires.

* Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Les acheteurs et les opérateurs économiques utilisent une signature électronique conforme aux exigences du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur abrogeant la directive 1999/93/CE, relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Les candidats utilisent une signature électronique conforme aux exigences du règlement susvisé, relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique et constituant l'annexe 12 du code de la commande publique, le certificat de signature électronique qualifié entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

- 1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé ;
- 2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Les candidats utilisent le dispositif de création de signature électronique de leur choix. Le système utilisé pour valider la signature électronique fournit le résultat du processus de validation et permet de détecter tout problème relatif à la sécurité.

Le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, et constituant l'annexe 12 du code de la commande publique est mis gratuitement à disposition lors du dépôt de document signé.

Toutefois, lorsque le signataire utilise un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen n° 910/2014 et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de la Bpi (plateforme Place), il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager le candidat ou l'attributaire.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent, conformément aux dispositions de l'article R2132-11 du code de la commande publique, et s'ils le souhaitent, faire parvenir au pouvoir adjudicateur, dans le délai prévu pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou par voie électronique. Le dépôt de la copie de sauvegarde par voie électronique se fait selon les mêmes modalités que le dépôt de l'offre, via Place.

Ou par un pli séparé par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal.

En cas d'envoi postal, cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus par la réglementation de la commande publique.

Cette copie de sauvegarde doit être adressée exclusivement par courrier recommandé avec accusé réception à l'adresse suivante : Bpi, service juridique, 25, rue du Renard 75197 Paris Cedex 04.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Date limite de remise des plis

Le dépôt électronique doit obligatoirement être réalisé et terminé avant la date et l'heure limites indiquées dans le Règlement de la Consultation.

Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Il est conseillé de procéder au dépôt électronique plusieurs heures avant la limite indiquée dans ce Règlement.

Nous rappelons que l'usage de la plateforme Place implique un temps d'apprentissage inhérent à la prise en main de toute plateforme de dématérialisation. Les candidats sont donc invités à prévoir ce délai pour remettre leur candidature et leur offre sous forme dématérialisée.

Annexe n°2 au règlement de la consultation
Questionnaire - Clause diversité – égalité

Référence et objet de la consultation :

Informations relatives au candidat :

Nom du candidat

Nom et coordonnées du responsable des
ressources humaines (RRH)

Nom et coordonnées du référent en entreprise (si
différent du RRH)

I- Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes

- 1) Préciser, pour le personnel affecté à la réalisation du marché, la proportion de femmes :
_ % et d'hommes _ %
- 2) Préciser, pour le personnel encadrant affecté à la réalisation du marché, la proportion de femmes :
_ % et d'hommes _ %
- 3) Préciser la proportion de personnes, parmi les personnes affectées à l'exécution du marché, qui bénéficieront d'une formation de sensibilisation sur les stéréotypes, les préjugés et les comportements sexistes au travail :
____%
- 4) Préciser les écarts moyens de rémunération existant entre les femmes et les hommes pour les personnels affectés à la réalisation de la prestation.

Indiquer, le cas échéant, les actions mises en œuvre pour les réduire.

II - Prévention contre les discriminations

- 5) Êtes-vous engagés dans une démarche de prévention contre les discriminations et de promotion de la diversité ?

Oui ☐
Envisagé ☐
Non ☐

- 6) Dans l'affirmative, comment cet engagement est-il formalisé ?

Label ☐
Charte ☐
Accord (collectif ou individuel) ☐

Autre : ☐

7) Quels sont les publics visés par vos actions, en interne à votre entreprise et dans vos relations extérieures ?

En interne à votre entreprise :

Femmes ☐
Jeunes (moins de 25 ans) ☐
Seniors ☐
Personnes éloignées de l'emploi ☐
Autres : ☐

Dans vos relations extérieures (fournisseurs, prestataires, sous-traitants, etc.) :

Femmes ☐
Jeunes (moins de 25 ans) ☐
Seniors ☐
Personnes éloignées de l'emploi ☐
Autres : ☐

8) Quel(s) levier(s) privilégiez-vous ?

Formation ☐
Communication ☐
Recrutement ☐
Promotion ☐
Autre :

9) Si le futur marché prévoit l'usage d'un outil en ligne sur internet, ce site a-t-il fait l'objet d'un audit technique pour évaluer son accessibilité ?

Oui ☐
Non ☐
Sans objet ☐

Si oui, en quelle année ?

L'avez-vous fait évoluer suite aux conclusions ? Oui ☐ Non ☐

10) Pour quelle(s) raison(s) menez-vous ces actions ?

Enjeu économique ☐
Amélioration de la gestion des RH ☐
Démarche de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) ☐
Valorisation de l'image ☐
Autre :